Usine Ford de Blanquefort: Nouvelle offre de reprise de Punch Powerglide

SOCIAL Le groupe franco-belge a déposé une nouvelle offre de reprise de l'usine, qui va de nouveau être soumise à Ford

M.B. avec AFP | Publié le 19/02/19 à 09h23 — Mis à jour le 19/02/19 à 09h41

Débrayage chez Ford à Blanquefort le 5 mars 2018, après l'annonce de l'industriel de se désengager du site — *M.Bosredon/20Minutes*

- Ford avait refusé une première offre de reprise du groupe Punch-Powerglide.
- Ce groupe industriel belge prévoit de conserver 400 emplois sur les 850 que compte actuellement l'usine girondine.
- Le ministre de l'Economie Bruno Le Maire s'est dit « déterminé » à trouver « une solution viable » pour ce site.

Le groupe franco-belge Punch-Powerglide (https://www.punchpowerglide.com/) a déposé lundi une nouvelle offre (https://www.capital.fr/entreprises-marches/france-nouvelle-offre-de-punch-a-ford-pour-la-reprise-de-blanquefort-1328136) de reprise pour l'usine Ford de Blanquefort (http://www.lefigaro.fr

/social/2018/12/16/20011-20181216ARTFIG00104-usine-ford-de-blanquefort-le-point-sur-ce-dossier-qualifie-de-trahison-par-le-maire.php) (Gironde) sur laquelle les discussions vont se poursuivre, alors que les doutes se multiplient quant à la viabilité d'un tel rachat.

« Punch a préparé une nouvelle offre de reprise du site qui sera soumise à Ford aujourd'hui [lundi] », a annoncé Bercy à l'issue d'une rencontre entre le ministre de l'Economie Bruno Le Maire et les représentants des salariés du site automobile.

Nouveau point en début de semaine prochaine

« Le gouvernement souhaite que cette offre apporte une activité suffisante au site, permettant d'y garantir l'emploi des salariés repris, et sécurisant la cession de l'entreprise par Ford », a ajouté le ministère dans un communiqué.

Benoit Simian
@BenoitSimian

Aux côtés des salariés de #Ford, réunion de travail avec le ministre @Economie_Gouv @BrunoLeMaire qui ne lache rien, un seul objectif la sauvegarde de l'emploi et de l'outil industriel de @blanquefort_

15 17:05 - 18 févr. 2019

Voir les autres Tweets de Benoit Simian

Selon Bercy, cette solution « nécessite qu'un accord soit trouvé dans les prochains jours » sur l'avenir du site, qui emploie 850 personnes. « Un nouveau point sera organisé » avec les syndicats « en début de semaine prochaine », précise le ministère.

Interrogé par l'AFP à l'issue de la rencontre, Philippe Poutou (https://www.lepoint.fr/tags/philippe-poutou), représentant CGT de Ford-Blanquefort et ancien candidat (NPA) à la présidentielle, a assuré que les discussions entre l'Etat, la direction de Ford et la société Punch-Powerglide allaient se prolonger jusqu'au 25 février.

« Trouver un accord pour que Ford accepte le plan de reprise »

« L'option un, c'est-à-dire un rachat par Punch, est toujours d'actualité d'après le gouvernement », a déclaré Philippe Poutou. « Et donc un nouveau plan va être proposé à Ford pour essayer de trouver un accord » de la part du constructeur américain pour « qu'il accepte le plan de reprise par Punch », a-t-il ajouté.

Le responsable CGT a précisé qu'aurait lieu « d'ici lundi une rencontre entre les syndicats de l'usine et Punch pour discuter des nouvelles conditions », ainsi que « des discussions entre l'Etat et Punch et des discussions intenses entre l'Etat et Ford ».

« Je suis déterminé à trouver une solution de reprise viable pour le site de Ford Blanquefort. Il nous reste peu de temps pour ce faire », a déclaré de son côté Bruno Le Maire, disant dans un communiqué vouloir « donner au projet de Punch toutes ses chances ».

Une première offre de reprise refusée

Le groupe Ford a annoncé début 2018 son intention de se désengager de l'usine de boîtes de vitesse, implantée près de Bordeaux depuis 1972. Il a refusé une première offre de reprise déposée par Punch-Powerglide (https://www.20minutes.fr/economie/2394655-20181213-gironde-ford-refuse-offre-reprise-punch-usine-blanquefort-va-fermer), pourtant appuyée par l'Etat et les syndicats.

Face à ce refus, Bruno Le Maire avait fait planer mi-décembre la menace d'une nationalisation provisoire de l'usine (https://www.20minutes.fr/economie/2400131-20181219-ford-blanquefort-si-etat-va-montre-tout-monde-peut-agir-aussi-risque). « S'il faut que l'Etat fasse la transition, rachète le site pour le revendre à Punch, cela ne me pose aucune difficulté », avait-il déclaré.

Cette option semble toutefois compliquée, alors que les doutes se multiplient sur la

viabilité du projet déposé par Punch. Ce dernier, qui prévoit de conserver 400 emplois sur les 850 que compte l'usine, repose sur des commandes jugées fragiles.

Le marché de l'automobile est « difficile »

Interrogé par l'AFP avant la rencontre de Bercy, Bruno Le Maire a estimé nécessaire d'étudier dans le détail « les forces et les faiblesses de cette offre pour que les salariés puissent se prononcer en connaissance de cause ».

« Le marché automobile est difficile (…) Raison de plus pour nous assurer que l'offre de Punch est solide sur le long terme et qu'elle garantit un volume d'activité suffisant au plus grand nombre de salariés », a souligné le ministre, qui avait qualifié mi-décembre l'offre de Punch de « crédible » et « solide ».

Philippe Poutou réclame « un plan B ou C » en cas d'échec

Si l'option Punch tombait « complètement à l'eau, on entrerait dans une discussion complètement nouvelle », a estimé de son côté Philippe Poutou, évoquant deux hypothèses : soit « un plan de revitalisation », qualifié de « complètement pipeau », soit la reprise en main de l'usine par l'Etat, ce que « le gouvernement pour l'instant ne veut pas ».

« Pour nous il est hors de question de s'entendre dire, désolé, on a essayé et cela n'a pas marché », ont prévenu dans un courrier adressé à Bruno Le Maire les syndicats de l'usine, jugeant nécessaire en cas d'échec de trouver « un plan B ou C ».

BORDEAUX
Bordeaux: Un concert de soutien à la salle du Grand Parc pour les ouvriers de Ford Blanquefort

BORDEAUX
Refus d'homologation du PSE de Ford: Un délai pour Punch pour «muscler son offre de reprise», selon Bercy